

Communiqué de presse

Un rapport de l'UNESCO illustre les progrès de l'éducation des filles ces 25 dernières années, aujourd'hui menacés par le Covid-19

Paris, le 9 octobre – Un rapport de l'UNESCO publié à l'occasion de la Journée internationale de la fille (11 octobre) montre que depuis 1995, 180 millions de filles de plus se sont inscrites dans l'enseignement primaire et secondaire. Cependant, malgré une augmentation à tous les niveaux de l'éducation, les filles sont toujours plus susceptibles d'être exclues que les garçons et cette exclusion s'est accrue en raison de la pandémie actuelle. Il est donc essentiel que les gouvernements s'attaquent à une discrimination persistante pour parvenir à l'égalité pour la prochaine génération de filles, affirme le Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM) intitulé « Une nouvelle génération : 25 ans d'efforts pour atteindre l'égalité des genres dans l'éducation ».

« Nous savons tous que l'éducation est la pierre angulaire de l'égalité - et l'éducation des filles et des femmes est la première étape vers un monde plus égalitaire entre les genres », a déclaré Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO. « Bien que nous nous réjouissons des progrès réalisés en matière d'éducation des filles et des femmes grâce aux efforts continus de la communauté internationale, cette publication montre également que nous manquons encore à nos engagements envers les plus défavorisées : les trois quarts des enfants en âge d'aller à l'école primaire qui ne mettront peut-être jamais les pieds à l'école sont des filles », a-t-elle ajouté. « En ce moment critique, alors que le Covid-19 exacerbe les inégalités entre les genres, nous devons renouveler notre engagement en faveur de l'éducation des filles et des femmes. Les progrès dans ce domaine se répercutent sur plusieurs générations – et il en est de même pour les reculs engendrés. »

Le Rapport préconise les mesures suivantes :

1. Éliminer les disparités entre les genres en matière d'accès, de participation et d'achèvement des études. Dans 4% des pays, moins de 9 femmes pour 10 hommes sont inscrites dans l'enseignement primaire, 9% dans le secondaire inférieur, 15% dans le secondaire supérieur et 21% dans l'enseignement supérieur.

2. Toutes les filles enceintes et les jeunes parents doivent être soutenus pour aller à l'école. Les taux de grossesse précoce restent élevés en Afrique subsaharienne et ce malgré une baisse significative au niveau mondial. Au Tchad, au Mali et au Niger, les taux sont plus élevés qu'en 1995. Des interdictions toujours en vigueur empêchent les filles enceintes d'aller à l'école en Guinée équatoriale et en Tanzanie.

3. Tous les enseignants, conseillers scolaires et professionnels doivent recevoir une formation pour les aider à comprendre leurs propres attitudes et comportements en matière de genre. Au niveau mondial, le pourcentage de femmes étudiant l'ingénierie ou les technologies de l'information et de

la communication (TIC) est inférieure à 25% dans plus des deux tiers des pays. La part des femmes dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) est passée de 45% en 1995 à 42% en 2018. Peu de femmes font carrière dans les TIC.

4. Les programmes et manuels scolaires doivent représenter les femmes d'une manière qui ne perpétue pas les stéréotypes de genre. Des analyses sur les manuels scolaires dans de nombreux pays ont révélé que les textes et les images ne représentent pas les femmes dans des positions sociales et économiques actives mais dans des rôles traditionnels liés au foyer.

5. Tous les élèves doivent avoir accès à une éducation complète à la sexualité. Il a été démontré qu'elle permettait de prévenir la violence sexiste en milieu scolaire en favorisant la compréhension et le respect des identités de genre des élèves. De plus, elle conduit à une réduction des grossesses précoces.

6. Encourager davantage de femmes à occuper des postes de direction, afin de contribuer à changer les normes sociales et de genre - et servir de modèles aux étudiantes. Le rapport affirme que les stéréotypes négatifs sur les femmes, considérées comme inaptes à diriger, sont renforcés par la rareté des enseignantes dans l'enseignement supérieur. Au niveau mondial, les femmes représentent 94% du nombre total des enseignants dans l'enseignement pré-primaire mais seulement 43% dans l'enseignement supérieur. Les femmes sont encore moins nombreuses à occuper des postes de direction dans les universités et dans l'administration de l'éducation.

La nouvelle publication du Rapport GEM fait le point sur les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation des filles au cours des deux décennies et demie qui se sont écoulées depuis la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, un engagement historique pris par 189 pays pour faire progresser les droits des filles et des femmes. Depuis 1995, le taux mondial de scolarisation des filles est passé de 73% à 89%, les améliorations les plus importantes ayant été observées en Afrique subsaharienne, en Asie centrale et surtout en Inde. Des progrès significatifs ont été réalisés en matière de scolarisation dans l'enseignement primaire dans 23 pays, dont le Bhoutan, Djibouti et le Népal, où la parité entre les genres a été atteinte par rapport à 1995 lorsque moins de 80 filles pour 100 garçons étaient scolarisées.

En outre, trois fois plus de femmes sont aujourd'hui inscrites à l'université qu'il y a vingt ans, des progrès particuliers ayant été observés en Afrique du Nord et en Asie occidentale. Au Maroc, la parité a été atteinte en 2018, contre seulement trois femmes inscrites pour dix hommes au début des années 1990.

Malgré les progrès encourageants enregistrés, le genre joue toujours un rôle important dans la scolarisation dans de nombreux pays. Au Tchad, en Guinée-Bissau et au Yémen, moins de 80 filles pour 100 garçons ont terminé l'école primaire et les garçons ont plus de deux fois plus de chances que les filles de terminer l'école secondaire. De grandes disparités entre les genres persistent, en particulier pour les apprenants défavorisés. Dans au moins une vingtaine de pays, principalement en Afrique subsaharienne, mais aussi au Belize, en Haïti, au Pakistan et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, pratiquement aucune jeune femme n'a terminé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

Les impacts des discriminations passées sont tels que les femmes représentent encore près des deux tiers des adultes analphabètes. Nombre d'entre elles sont également confrontées à des obstacles supplémentaires, tels que la pauvreté et le handicap. Dans 59 pays, les femmes âgées de 15 à 49 ans

issues des ménages les plus pauvres sont quatre fois plus susceptibles de ne pas savoir lire et écrire que celles issues des ménages les plus riches.

Manos Antoninis, directeur du Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO, a déclaré : « Vingt-cinq ans après la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, des millions de filles sont toujours confrontées à des obstacles qui les empêchent d'aller à l'école. L'éducation est le tremplin qui permettra de réaliser les six coalitions d'action lors du Forum Génération Égalité prévu en 2021, où sera produit la prochaine version de la Déclaration de Beijing. Le moment de la publication de ce Rapport sur le genre est donc particulièrement critique ».

David Moinina Sengeh, ministre de l'Éducation de base et de l'Enseignement secondaire supérieur en Sierra Leone et président nouvellement nommé du conseil consultatif pour le Rapport GEM, a ajouté : « Depuis la Déclaration de Beijing en 1995, les progrès vers l'égalité des genres dans l'éducation ont été considérables mais inégaux. Les gouvernements doivent s'engager pleinement et la société doit également accorder toute son attention à la lutte contre l'exclusion scolaire qui freine les filles et les femmes. Ce Rapport GEM 2020 sur le genre montre que la réalisation des droits des femmes est intrinsèquement liée à leurs possibilités d'éducation. Ses recommandations doivent être mises en œuvre par toutes les parties prenantes afin de parvenir à une pleine égalité pour la prochaine génération ».

Le Rapport GEM a lancé une campagne appelée « #Iamthe1stGirl ». Cette campagne vise à démontrer les bienfaits des investissements gouvernementaux dans l'éducation des filles. Elle vise aussi à faire connaître à la société la contribution positive de millions de femmes qui sont les premières de leur famille à terminer l'école secondaire ou l'université.

Notes aux rédacteurs

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Kate Redman, UNESCO, téléphone : +336.71.78.62.34, k.redman@unesco.org

Gina Dafalia, UNESCO, téléphone : +44.737.531.87.60 d.dafalia@unesco.org


Pour télécharger le Rapport dans son intégralité : <https://fr.unesco.org/gem-report/node/3194>

Lancement virtuel : une discussion de haut niveau co-organisée par le gouvernement français, Plan International et l'UNESCO se tiendra le lundi 12 octobre 2020 de 15h à 16h30 heure française (13h-14h30 temps universel).

L'échange virtuel proposera une discussion approfondie entre des femmes leaders, des jeunes femmes et des filles dont la vie a été transformée par les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation au cours des 25 dernières années. Les ministres de l'Éducation de la Finlande et du Sénégal ainsi que la Directrice générale de l'UNESCO prendront également part à l'événement.

[Cliquez ici](#) pour obtenir plus d'informations et pour vous inscrire.

« Beijing+25 : L'égalité des générations commence par l'éducation des adolescentes » (*Beijing+25: Generation Equality begins with adolescent girls' education*) est une deuxième publication conjointe publiée aujourd'hui et produite par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Plan International France et l'UNESCO. Elle formule des recommandations pour accélérer les investissements et les actions en faveur de l'éducation des adolescentes lors du Forum Génération



Égalité et les coalitions d'action qui visent à accélérer les progrès en matière d'égalité entre les genres. Cette publication se concentre sur trois « leviers d'action » : une éducation complète à la sexualité, la participation des adolescentes aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, ainsi que le développement du leadership des adolescentes.